

EDITORIAL

Déni

EN matière de bilan économique, les dernières salves sont aussi douloureuses que les premières. L'on a feint de ne pas voir la chronique d'un désastre annoncé à force de se complaire dans le déni. Déni du déficit de compétitivité d'abord, et de la compétitivité hors coûts tout particulièrement. Celle-ci a fait oublier que des ambitions industrielles sans véritables électrochocs sur la formation, l'innovation compromettent la pérennité, font planer le risque d'évasion de production vers d'autres marchés. Déni de la paralysie de plusieurs secteurs d'activités ensuite en manque de demandes, de marchés, de liquidités. Déni de la bulle du surendettement de l'Etat enfin avec une incapacité à traiter la baisse des déficits par la réduction des dépenses publiques plutôt que par le pousse-au-crime de la pression fiscale sur les entreprises.

Les énergies déployées à dénoncer les rapports alarmants des agences de notation, des banques centrales, les statistiques, les journalistes, les chercheurs... n'ont pas empêché la conjoncture de se dégrader aussi vite que le bilan de ce gouvernement.

Un naufrage que dissiperont très faiblement les tentatives de rattrapage de fin de mandat: décret sur les marchés publics, retraites. Il arrive parfois que le vocabulaire utilisé par le gouvernement, qui tente de jouer la proximité, soit rassurant, mais souvent il n'y a rien derrière. Juste l'emballage, pas le contenu. Cette mauvaise évaluation de la situation a surfé sur une inertie qui a vu le temps politique rester décalé du temps économique. Pour reprendre l'exemple de l'entreprise, cette réalité a été soulignée et ressoulignée à plusieurs reprises par la CGEM sans jamais déclencher les prises en main appropriées. Et on le voit encore une fois pour la crise du tourisme: l'incapacité à prendre les choses au sérieux et agir rapidement en conséquence. □

Mohamed BENABID

Le pack fiscal de la CGEM

- Généralisation du remboursement TVA, refonte de la fiscalité des indemnités, IS progressif
- Le patronat favorable à des avantages limités dans le temps
- Les requêtes des fédérations sectorielles

Voir Analyse pages 3 à 5



RIK

Agences urbaines

Benkirane désavoue Merroune

LES appels à candidatures pour le recrutement de nouveaux directeurs à la tête de cinq agences urbaines ont été suspendus par le chef du gouvernement. C'est un désaveu pour le ministre de l'Urbanisme pressé de changer le management de certaines agences urbaines. De plus, le maintien des intérimaires aux côtés des directeurs pose le problème de la responsabilité juridique. Une situation qui confirme le fiasco de la procédure d'appel à candidatures qui était censée introduire plus de transparence et d'efficacité. □

Voir page 14

Acwa Power investit 600 millions de dollars en 5 ans

Voir page 6

■ Comment Marrakech se prépare à la COP22

Voir pages 11 à 13

■ Législatives: Ça va cogner à Casablanca

Voir pages 18 & 19

■ Plaidoyer pour une nouvelle stratégie de croissance

Voir page 35



A l'occasion de la Fête de Aïd Al-Adha, L'Economiste présente ses vœux les plus déférents à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, à la Famille Royale ainsi qu'à tous ses lecteurs